

**Projets de développement économique dans les zones rurales au Maroc :
Cas de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceïma**

**Economic Development Projects in Rural Areas in Morocco: Case of the
Tanger-Tétouan-Al Hoceïma
Region**

ELHACHLOUFI Fatima

Doctorante en sciences économiques et gestion

Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Tanger

Université Abdelmalek Essaadi

Etudes Economiques, Analyse Numériques et Intelligence Artificielle (2EANIA)

Maroc

elhachloufi.fatima@gmail.com

HAMICHE Mhamed

Enseignant chercheur (PES)

Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales de Tétouane

Université Abdelmalek Essaadi

Etudes Economiques, Analyse Numériques et Intelligence Artificielle(2EANIA)

Maroc

hamiche2020@gmail.com

Date de soumission : 29/07/2024

Date d'acceptation : 10/09/2024

Pour citer cet article :

ELHACHLOUFI. F, & HAMICHE. M. (2024) « Projets de développement économique dans le monde rural : Cas de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceïma », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 5 : Numéro 9 » pp : 240-261.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

Cet article examine les stratégies de développement rural et les initiatives de croissance économique dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima au Maroc. Il met en lumière les investissements significatifs de la région dans les infrastructures, l'éducation, l'agriculture et la technologie visant à promouvoir un développement durable et inclusif. Les principaux projets incluent la création de zones économiques et industrielles, l'achèvement de la Cité Technologique Mohammed VI, et un soutien substantiel aux petites et moyennes entreprises. L'article souligne également les efforts de la région pour améliorer la distribution agricole, renforcer les opportunités éducatives et augmenter les taux d'emploi. Grâce à une analyse bibliométrique utilisant Scopus, l'étude identifie les principales tendances et contributions de la recherche sur le développement rural et l'investissement au Maroc, mettant en avant l'importance des approches interdisciplinaires et des collaborations internationales.

Mots clés : *Développement rural ; Croissance économique ; Infrastructures ; Région Tanger-Tétouan-Al Hoceima ; Nord du Maroc.*

Abstract

This paper explores the rural development strategies and economic growth initiatives in the Tanger-Tétouan-Al Hoceima region of Morocco. It highlights the region's significant investments in infrastructure, education, agriculture, and technology aimed at promoting sustainable and inclusive development. Key projects include the creation of economic and industrial zones, the completion of the Mohammed VI Technological City, and substantial support for small and medium enterprises. The article also emphasizes the region's efforts in improving agricultural distribution, enhancing educational opportunities, and increasing employment rates. Through a bibliometric analysis using Scopus, the study identifies key trends and contributions in research on rural development and investment in Morocco, highlighting the importance of interdisciplinary approaches and international collaborations.

Keywords: *Rural development; Economic growth; Infrastructure; Tangier-Tétouan-Al Hoceima region; North of Morocco.*

Introduction

Le développement économique est un processus dynamique et complexe qui transforme radicalement une économie, la faisant évoluer d'un état émergent à un état avancé, ou d'une économie simple à une économie industrielle développée. Ce processus se traduit par une augmentation des niveaux de revenus et une amélioration des conditions de bien-être, telles que la santé, l'éducation et le logement. Il s'agit d'une amélioration qualitative et quantitative de l'économie, qui ne peut être mesurée uniquement par le produit intérieur brut (PIB), mais nécessite une série d'indicateurs prenant en compte les évolutions à long terme (Diallo, 2023). Durant cette transformation, il est attendu que les citoyens bénéficient non seulement d'une augmentation des salaires et des revenus, mais aussi d'une amélioration de la qualité de l'éducation, d'une demande accrue pour les établissements d'enseignement, du développement des services médicaux, d'une augmentation de l'activité économique moyenne et de l'accès à un logement convenable. En somme, ces éléments fondamentaux constituent le bien-être humain et sont au cœur du développement économique (Séraphin, n.d.2022).

L'Encyclopédie de l'information financière et économique, Investopedia, définit le développement économique comme une branche de l'économie axée sur l'amélioration des conditions financières, économiques et sociales dans les pays en développement. Ce domaine prend en compte divers facteurs, tels que la santé, l'éducation, les conditions de travail, les politiques nationales et internationales, ainsi que les conditions du marché, avec un accent particulier sur l'amélioration des conditions dans les pays les plus pauvres (ELKHIDER et ALLOUSSI, 2024).

Des exemples frappants de développement économique au niveau mondial incluent la réduction significative de la pauvreté entre 1990 et 2010, où le pourcentage de personnes vivant dans la pauvreté dans les pays en développement a diminué de 43% à 21%, soit une réduction d'environ un milliard de personnes (LA RÉDUCTION, 2023). La Chine, grâce à ses réformes économiques, a été responsable de trois quarts de cette réussite, sortant 680 millions de ses citoyens de la pauvreté entre 1981 et 2010. Le Chili représente également un modèle de développement réussi, avec une croissance continue depuis 1990, connue sous le nom de "miracle chilien", réduisant significativement la pauvreté et le chômage (Buitrago, 2012).

Au Maroc, le développement économique, particulièrement dans les zones rurales, reste un enjeu crucial. Le monde rural marocain est caractérisé par une forte dépendance à l'agriculture, des niveaux de vie inférieurs à ceux des zones urbaines, et des défis significatifs en termes d'accès aux services de base tels que l'éducation, la santé et les infrastructures

(Bessaoud et Montaigne, 2009). Le gouvernement marocain a entrepris diverses initiatives pour stimuler le développement rural, telles que le Plan Maroc Vert, visant à moderniser le secteur agricole et améliorer les conditions de vie des populations rurales (Khaoula et al., 2024).

Malgré ces efforts, de nombreux défis persistent, notamment en matière de réduction des inégalités entre les zones rurales et urbaines, d'amélioration des infrastructures et des services publics, et de création d'opportunités économiques diversifiées. Une approche intégrée et durable est nécessaire pour assurer un développement économique équilibré et inclusif, bénéfique à toutes les régions du Maroc.

Depuis l'indépendance du Maroc, de nombreux projets de développement rural ont été initiés. Parmi ces projets, on peut citer ceux liés à la fourniture d'électricité et d'eau en zone rurale, des initiatives agricoles comme le Plan Maroc Vert, des projets de développement des infrastructures dans les centres ruraux émergents, ainsi que des projets socio-économiques visant à réduire le chômage et à créer des emplois dans les zones rurales (ABOUS et al., 2024). Bien que ces projets aient apporté des améliorations significatives, des défis persistants, tels que la sécheresse et les risques naturels, continuent de freiner le développement économique rural au Maroc.

Un des indicateurs de ces défis est le taux élevé d'immigration des zones rurales vers les zones urbaines. Selon les rapports de planification publiés par le Haut-Commissariat au Plan du Maroc, cet exode rural représente environ 20,7 % de la population totale des migrants internes et 1,1 % de la population rurale. Cela indique une tendance croissante des familles rurales à migrer vers les villes, atteignant environ 37 000 familles par an (Bessaoud et Sadiddin, 2019). Dans ce contexte, il est essentiel de s'interroger sur l'impact réel des projets de développement économique dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma. Ces projets contribuent-ils efficacement à la réduction des inégalités territoriales et à l'amélioration des conditions de vie en milieu rural ?

L'objectif de cet article est d'analyser ces impacts en mettant en lumière le rôle crucial de ces initiatives dans la promotion d'un développement territorial inclusif et durable.

Dans la suite de cet article, nous étudierons d'abord les spécificités de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, en mettant en lumière sa régionalisation et sa gouvernance territoriale dans le chapitre 2. Ensuite, nous analyserons les projets ruraux spécifiques à cette région et leur impact sur le développement territorial dans le chapitre 3, suivi par une discussion sur l'impact majeur de ces projets sur l'essor régional dans le chapitre 4. Nous examinerons

ensuite l'accélération de la création des centres ruraux émergents dans le chapitre 5, pour enfin conclure par une analyse bibliométrique des tendances de recherche dans ce domaine dans le chapitre 6.

1. Revue de littérature : La région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, lieu d'ancrage d'un développement prometteur

1.1. La régionalisation : une vision royale ambitieuse pour une gouvernance territoriale

L'intégration économique et la recherche d'un certain équilibre socio-économique local au niveau des régions s'inscrivent dans les actions de l'État visant à mettre en place des programmes de planification et de développement territorial. De plus, la régionalisation constitue un élément clé pour la recherche académique dans sa dimension territoriale, ainsi que pour la concrétisation de la décentralisation au sein des politiques publiques. Dans ce contexte, la région joue un rôle essentiel dans le processus de développement économique et social. Elle se positionne en tête parmi les autres instances régionales grâce aux compétences de développement qui lui sont dévolues, à l'importance des ressources financières à sa disposition, et à son rôle de nouveau référentiel pour moderniser l'action de l'État et soutenir la légitimité du pouvoir politique. Ainsi, elle représente un signal fort indiquant que l'État souhaite voir ses représentants régionaux défendre ses intérêts au niveau local, marquant ainsi l'abandon de la position centrale au profit de la position régionale (LEMGADAR & LAKRARI, 2023).

A cet effet, la régionalisation vise principalement à renforcer la gouvernance locale. En effet, elle a pour objectif de promouvoir une politique de proximité avec les citoyens et de favoriser le développement régional intégré. La gouvernance locale englobe les diverses capacités et mécanismes permettant aux élus locaux de rationaliser et de moderniser leur gestion des affaires locales. De plus, elle implique l'institutionnalisation des actions et des décisions administratives, tout en mettant l'accent sur la transparence, l'efficacité et la responsabilité. En permettant aux élus locaux de saisir les opportunités de communication et de gestion pour fournir des services aux résidents des collectivités locales, la gouvernance locale peut ainsi se concrétiser sur le terrain. Cependant, cette réalisation dépend de la conscience des élites locales quant aux responsabilités qui leur incombent en matière de développement local, de satisfaction des attentes des citoyens, ainsi que de leur capacité à communiquer avec ces derniers, à planifier leurs besoins et à mettre en œuvre ces plans de manière transparente et efficace (JAFARI & MOUJADDIDI, 2016).

Pour instaurer un développement régional avancé, il est impératif de disposer de leaders régionaux élus localement, proches de leurs administrés. De la même manière, renforcer la politique de proximité avec les citoyens est la clé d'une gestion régionale véritablement citoyenne, attentive aux besoins et aux aspirations des habitants en termes de services publics efficaces. Ainsi, la modernisation des méthodes et des outils de communication avec les citoyens exige une transition de la gestion régionale d'un modèle bureaucratique fermé à une approche démocratique participative et dynamique. Cette transition permet aux entités régionales de jouer un rôle d'acteurs économiques et sociaux, en phase avec les évolutions économiques, sociales et politiques, dans le cadre d'un discours prônant la proximité et valorisant le rôle développemental des collectivités territoriales (AHOUI & NAIT HADDOU, 2019).

Pour dynamiser le processus de développement régional intégré, il est crucial que les élus mobilisent toutes les énergies. En outre, ils doivent définir des priorités et mettre en place des méthodes de gestion efficaces, basées sur l'initiation de projets de développement. Ces initiatives doivent permettre d'exploiter pleinement les ressources internes de la région, en s'inspirant de bonnes pratiques étrangères réussies dans les stratégies de développement régional. Cet égard, le nouveau découpage territorial d'un Maroc en 12 régions s'inscrit dans la même vision pour une gouvernance et une équité territoriale entre les différentes régions (EL BAKKARI & ENNAMY, 2021).

1.2. Les spécificités de la région

La désignation de la région a été établie suite à une révision incluant l'ancien découpage des régions, maintenant les frontières géographiques de la région dans son intégralité. Ainsi, la région est composée de trois principales villes, à savoir Tanger, Tétouan et Al Hoceima. La région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima bénéficie d'une position géographique stratégique remarquable qui en fait un lieu de convergence, un carrefour et une porte d'entrée privilégiée vers l'Europe, tout en étant ouverte sur les océans Atlantique et Méditerranée (HCP, 2020). La région se distingue par sa diversité en matière de ressources économiques et naturelles, lesquelles représentent un patrimoine à la fois humain et biologique unique. Malgré sa petite taille en comparaison avec les autres régions du Maroc, la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima connaît un fort développement démographique et une densité de population élevée. En effet, l'espace urbain, qui ne représente que 5 % de la surface totale, accueille 61 % de la population régionale, avec des infrastructures urbaines attractives, particulièrement à Tanger et à Tétouan. De plus, Tanger-Asilah abrite environ quatre millions de personnes réparties sur

quatre agglomérations et provinces, dépassant ainsi la population de chaque province individuelle au niveau national (IRES, 2014). À noter que la ville de Tanger a enregistré le taux de croissance le plus élevé en termes de population urbaine entre 2004 et 2014, s'élevant à 3,26 %. Au cours des dernières décennies, la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima a connu une dynamique de croissance rapide et significative, marquée par un progrès continu dans divers domaines. Ce développement, largement motivé par de grands projets et des programmes structurés, a permis à la région de devenir le deuxième pôle économique du pays. Cette évolution est le fruit de la volonté royale de positionner la région comme l'un des principaux moteurs du développement national, à travers des projets majeurs, des programmes structurés, des initiatives de qualification et de développement sectoriel. De plus, grâce à la mise en œuvre de plusieurs stratégies nationales au niveau régional, la région a réussi à réaliser un saut qualitatif, passant de la cinquième à la troisième place au niveau national, avec une contribution de 10 % au PIB national au cours des quatre dernières années (HCP, 2020).

La région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima couvre une superficie de 17 262 kilomètres carrés, représentant ainsi 2,43 % de la superficie totale du royaume. Cette région abrite une population de 3 556 729 habitants. (RGPH, 2014), représentant ainsi 11% de la population nationale. Elle représente près de 9% du PIB national, se positionnant ainsi comme troisième région économique du Royaume après les régions de Casablanca Settat et Rabat Salé Kénitra (BOUASRIA & HASSANI, 2023). La Préfecture de Tanger-Assilah se distingue en tant que région la plus peuplée avec 29,87 % de la population, suivie par la Province de Tétouan (15,48 %), la Province de Larache (13,98 %), la Province de Chefchaouen (12,88 %), la Province d'Al Hoceima (11,25 %), la Province d'Ouezzane (8,46 %), la Préfecture de M'diq Fnideq (5,89 %) et la Province de Fahs Anjra (2,15 %). En ce qui concerne le climat, la région présente un climat méditerranéen varié. Cette diversité dans le climat méditerranéen est due à plusieurs facteurs tels que l'altitude, la latitude et l'influence de l'océan. Notamment, l'altitude joue un rôle important dans la répartition des précipitations et des conditions climatiques (BOUASRIA & HASSANI, 2023).

Dans la région humide, les zones situées en dessous de 500 mètres d'altitude reçoivent des précipitations abondantes. La région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima se divise en deux zones hydrologiques distinctes. Le bassin de Sousse englobe en partie les provinces de Chefchaouen, Ouezzane et Al Hoceima, tandis que le bassin de Loukkos couvre le reste du territoire. Le potentiel hydrique renouvelable de la région est estimé à environ 4 milliards de

mètres cubes par an, dont 3,6 milliards de mètres cubes proviennent des eaux de surface et 460 millions de mètres cubes des eaux souterraines. Le réseau hydrographique de la région est composé des principaux systèmes fluviaux tels que Rukhos, Marhar, El Hachef, Nakla, Smir et El Kbir. De plus, la région nord dispose de plusieurs barrages importants, notamment Oued El Makhazin, d'une capacité de 673 millions de mètres cubes (AMRANI & HASSAN, 2023), et d'autres barrages tels que Martil, Dar Khrofa, Kharrob, Moulay Bouchta, Ghiss, 9-Avril, et Ibn Battouta, qui contribuent significativement à la mobilisation des ressources en eau de la région (River, A. 2016).

1.3. La situation socio-économique de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceima

Grâce à une série d'initiatives et de programmes économiques, qui reflètent l'engagement royal envers cette région du Royaume du Maroc, de nouvelles perspectives prometteuses s'ouvrent pour son avenir. Cette prospérité inédite, que connaît la région, a permis de maintenir l'attrait pour les investissements directs étrangers, en particulier dans les secteurs industriels et logistiques à forte valeur ajoutée, tout en encourageant les entreprises nationales et internationales à s'établir dans les zones d'activités économiques et les parcs industriels.

Les données relatives au volume des investissements entrants dans la région sont un indicateur éloquent. En effet, la région abrite 18 zones industrielles et des zones d'activités économiques en exploitation, couvrant une superficie d'environ 4700 hectares, auxquelles s'ajoutent de nouvelles zones en cours d'aménagement, s'étendant sur 300 hectares, avec un investissement totalisant un milliard de dirhams (HABCHI & EL MOUDDEN, 2024).

De plus, l'année 2024 a connu l'approbation de 508 projets d'investissement, témoignant d'une croissance de 65% par rapport à 2023, pour une enveloppe d'investissement dépassant 53 milliards de dirhams, avec la création de 90 000 emplois directs à terme. Selon le Centre Régional d'Investissement, ces indicateurs révèlent l'ascension de la région au sommet national en termes de soumission et d'approbation de dossiers par la Commission Régionale Unifiée d'Investissement pour l'année 2023, respectant des délais inférieurs à la moyenne nationale et conformément aux délais légaux, mettant en lumière le caractère sectoriel diversifié qui la distingue, reflété dans la nature variée des projets approuvés.

Le secteur touristique de la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima, qui dominait dans les années 70 et 80 comme destination notoire au Maroc, a enregistré une part significative des arrivées dans les établissements classés du pays en 2018, représentant 11,3%. De manière remarquable, 54% de ces arrivées provenaient du tourisme national, positionnant ainsi la région en tant que chef de file en tourisme national par rapport à la moyenne nationale de

38%. Les progrès réalisés dans le secteur touristique résultent des initiatives régionales mises en place pour répondre aux objectifs de la stratégie de développement touristique "Vision 2020", notamment à travers le programme dédié "Cap Nord". Ce programme ambitieux visait à attirer trois millions de touristes d'ici 2020 et à accroître la capacité d'accueil des établissements hôteliers classés à 41 000 lits. Pour atteindre ces objectifs, la région a mis en œuvre 136 programmes d'investissements, incluant des projets majeurs tels que la rénovation du port de Tanger Ville en un port de plaisance baptisé "Tanja Marina Bay". Bien que la région offre des atouts géographiques, naturels, historiques, civilisationnels et socio-culturels attrayants, elle doit surmonter des défis pour attirer les touristes étrangers (Idrissi, Jibrail, & Ladraa, 2021).

Sous une vision industrielle, et grâce à sa position géographique stratégique, la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima attire les investisseurs nationaux et internationaux, jouant ainsi un rôle clé dans l'industrialisation du Maroc. Cette attractivité découle de son emplacement proche de l'Europe, avec des côtes sur l'Atlantique et la Méditerranée, et de son potentiel agricole. Les efforts des pouvoirs publics visant à développer les infrastructures de base comme les ports, les aéroports, les réseaux ferroviaires, les routes, ainsi que les zones industrielles et économiques ont renforcé son attrait pour les investisseurs (HCP, 2020).

De même, le secteur du commerce a retrouvé sa légitimité historique dans la région, représentant 11 % des projets approuvés, grâce aux infrastructures logistiques et à la position géostratégique de la région, la plaçant comme une plateforme commerciale internationale, notamment avec le démarrage de l'exploitation de la zone d'activités économiques à vocation commerciale de Fnideq. Cet intérêt marqué pour l'investissement dans la région englobe les petites et moyennes entreprises, les unités industrielles de petite et moyenne taille ainsi que les grands projets, avec l'approbation de 20 accords d'investissement par la Commission Régionale Unifiée d'Investissement pour un montant total de 7,3 milliards de dirhams, visant la création d'environ 3 000 emplois (LAMSADDAR & OUIA, 2023).

La dynamique dans la création d'entreprises s'est également reflétée avec la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima se classant en deuxième position au niveau national pour avoir créé un total de 13 519 nouvelles entreprises en 2023, soit l'équivalent de 16 % des entreprises créées au niveau national.

Dans la même veine, l'année 2023 a été marquée par le lancement d'une série de projets visant à stimuler l'économie, notamment avec l'organisation de la première édition du concours "Défi Innovation et Investissement", qui a vu la participation d'environ 1200

candidats soumettant 232 projets issus de différentes parties du monde, avec 4 lauréats actuels bénéficiant d'un suivi personnalisé.

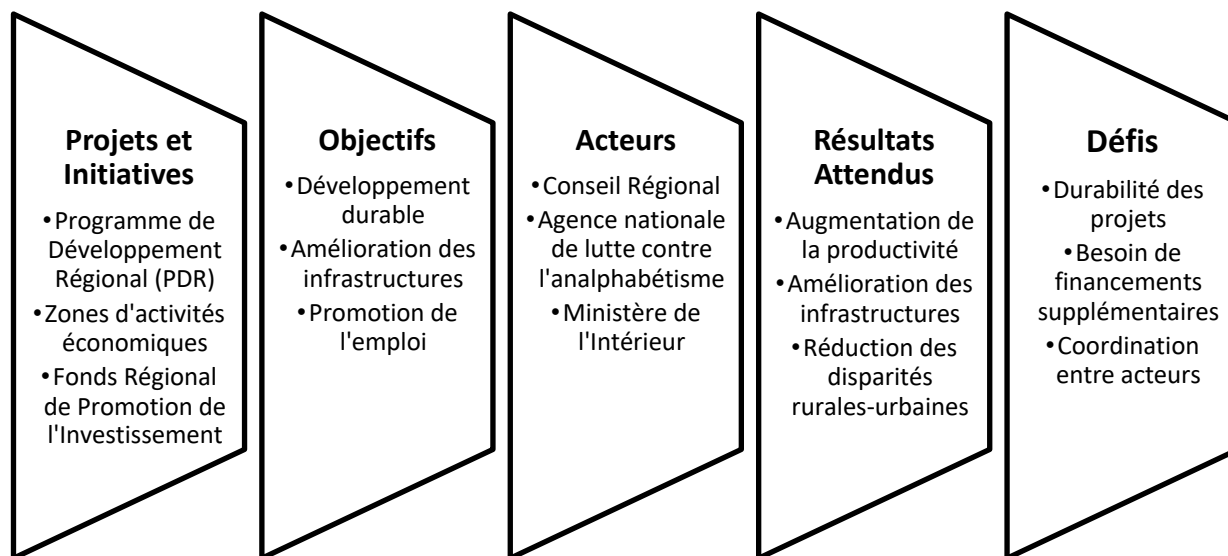
1.4. Synthèse des travaux

La littérature existante sur le développement régional met en évidence le rôle crucial de la régionalisation dans la promotion d'une gouvernance territoriale efficace et d'un développement économique durable. Les études antérieures montrent que la région Tanger-Tétouan-Al Hoceïma bénéficie d'une position géographique stratégique et de ressources naturelles variées qui en font un pôle attractif pour les investissements étrangers. Les travaux de Jafari & Moujaddidi (2016) et El Bakkari & Ennamy (2021) soulignent l'importance de la régionalisation pour renforcer la proximité entre les citoyens et les décideurs locaux, favorisant ainsi une gestion plus transparente et participative. De plus, les études récentes indiquent que les projets structurants dans la région ont contribué à une croissance économique notable, avec une augmentation significative des investissements et de la création d'emplois. Malgré ces progrès, des défis persistent, notamment en matière d'attraction de touristes étrangers et de développement d'infrastructures adaptées. Ces points soulignent l'importance d'une approche intégrée pour consolider le développement économique et social de la région.

À partir de l'analyse des projets de développement et des initiatives dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, nous émettons l'hypothèse que ces projets contribuent à l'augmentation du PIB régional, améliorent la compétitivité des produits agricoles, favorisent l'insertion professionnelle des jeunes, et accélèrent la création des centres ruraux émergents en intégrant mieux ces zones dans l'économie régionale. Ces hypothèses guident notre exploration des impacts de ces projets sur le développement territorial inclusif et durable de la région.

Afin de mieux comprendre les dynamiques et les interactions des projets de développement dans la région Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, il est utile d'élaborer un modèle conceptuel. Ce modèle permet de visualiser les principaux éléments impliqués, leurs objectifs, les acteurs concernés, ainsi que les résultats attendus et les défis potentiels. Le schéma conceptuel ci-dessous illustre de manière simplifiée les relations entre ces différents aspects, fournissant ainsi une vue d'ensemble structurée de la problématique.

Figure N°1 : Modèle Conceptuel des Projets de Développement dans la Région Tanger-Tétouan-Al Hoceima



Source : Auteurs

2. Les projets ruraux de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceima : pour un développement territorial inclusif et durable

Le Conseil Régional a récemment approuvé le Programme de Développement Régional (PDR) pour la période 2022-2027, doté d'un budget total de 19,85 milliards de dirhams. Ce programme s'inscrit dans les efforts visant à promouvoir un développement équitable dans la région. Le PDR vise à promouvoir un développement durable et équilibré, cherchant à répondre de manière efficace aux besoins et aux aspirations de la population en termes de progrès économique, social, culturel et environnemental, tout en tenant compte des défis actuels et futurs. Plusieurs grands projets se distinguent dans le programme qui comprend 24 sous-axes, 48 programmes et 233 projets. Parmi eux, on retrouve la planification de la création de 12 zones d'activités économiques et industrielles, ainsi que l'achèvement des travaux de la Cité Technologique Mohammed VI à Tanger. Parallèlement, un soutien substantiel sera accordé à l'auto-emploi, aux petites, moyennes et grandes entreprises ainsi qu'aux coopératives grâce à la création d'un Fonds Régional de Promotion de l'Investissement, avec un investissement total de 1 milliard de dirhams sur 5 ans (ABOUS, AZEKKAR, EL HACHLOUFI, & EL OUAFA, 2024). Par exemple, et sous une vision rural éducative, un partenariat stratégique a été établi avec l'Agence nationale de lutte contre l'analphabétisme afin de mettre en œuvre un programme novateur visant à qualifier et à insérer socialement et

économiquement les jeunes en situation de faibles compétences en lecture. Au-delà de ces avancées significatives, le conseil a approuvé quatre accords de soutien pour le transport scolaire dans les préfectures de Tanger-Assilah et de M'diq-Fnideq, ainsi que dans les provinces d'Ouezzane et de Fahs-Anjra. De même, une convention de partenariat de haut niveau avec le ministère de l'Intérieur a été signée pour concrétiser un schéma directeur régional de formation continue destiné aux membres des conseils des collectivités territoriales de la région pour la période 2023-2026. Enfin, des mesures concrètes ont été prises pour élargir le champ d'action du dispositif de formation professionnelle par le biais de l'apprentissage et pour favoriser l'insertion professionnelle de ces apprenants sur le marché du travail au sein de la région (HCP, 2020).

En ce qui concerne le domaine agricole, une convention signée qui prévoit une enveloppe dépassant les 1,26 milliard de dirhams pour l'amélioration des chaînes de distribution des produits agricoles. L'objectif est d'optimiser les circuits de distribution et de commercialisation en modernisant les infrastructures telles que les marchés de gros, les abattoirs, les souks hebdomadaires et les souks à bestiaux.

Dans le cadre de ce partenariat, il est également prévu de valoriser et de promouvoir les produits du terroir. Cela passera par la création et l'équipement de nouvelles unités de valorisation, la modernisation des installations existantes pour obtenir l'agrément de l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires (ONSSA), ainsi que la mise en place de plateformes dédiées à la commercialisation de ces produits locaux. Relativement aux infrastructures routières, nous citons comme exemple la construction des voies planifiées s'est poursuivie sur une distance de 41 km, tandis que les travaux ont débuté sur 36 km supplémentaires.

Parallèlement, les efforts se sont également concentrés sur la plantation d'arbres fruitiers, couvrant une surface de 3600 hectares selon un plan préétabli. De plus, le lancement des travaux d'aménagement hydro-agricole du bassin de Tseift s'est concrétisé sur une superficie de 600 hectares. Un budget de 177 millions de dirhams a été alloué à ce projet pour l'année 2023, réparti en 105 millions de dirhams de crédits de performance et 72 millions de dirhams de crédits d'engagement. En ce qui concerne l'entrepreneuriat agricole, le conseil consacre chaque année budgétaire un budget qui avoisine 7 millions de dirhams pour soutenir les projets d'approvisionnement en eau potable et de raccordement au réseau national d'électricité. De plus, 3 millions de dirhams ont été réservés pour le forage des puits et des sources d'eau, ainsi que pour leur équipement (HCP, 2020).

3. L'impact majeur des projets de développement économique sur l'essor régional

Tanger-Tétouan-Al Hoceima a su se hisser parmi les régions les plus productrices de valeur ajoutée de l'économie nationale au cours des dernières années. Cette progression remarquable, réalisée de manière méthodique, est le fruit de projets structurants mis en place avec rigueur. Dans cette veine, la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima a su se positionner parmi les régions les plus productrices de valeur ajoutée de l'économie nationale ces dernières années. Ce progrès a été réalisé de manière méthodique grâce à la mise en place de projets structurants. Selon les évaluations des divers acteurs régionaux, Tanger-Tétouan-Al Hoceima se profile comme le deuxième pôle économique du pays après Casablanca. En 2018, le produit intérieur brut (PIB) de la région s'est élevé à 119,630 milliards de dirhams, enregistrant une augmentation de 7,6 % par rapport à l'année précédente. Cette croissance a permis à Tanger-Tétouan-Al Hoceima de détenir le taux de croissance du PIB le plus élevé parmi les régions du royaume. Avec une contribution de 10,8 % à la richesse nationale en 2018, la région a affirmé sa place parmi les principales régions du pays. Les données de 2018 montrent que les services (marchands et non marchands) dominent l'économie de la région, représentant un PIB de 52,819 milliards de dirhams. Ces secteurs contribuent pour 44,2 % à la richesse régionale et 9,5 % au PIB national des services. Tanger-Tétouan-Al Hoceima se positionne ainsi en troisième position au niveau national, derrière Casablanca-Settat et Rabat-Salé-Kénitra. Les activités secondaires (industrie, mines, électricité, eau et BTP) occupent la deuxième place avec une contribution de 32,2 % au PIB régional, représentant 38,523 milliards de dirhams. Cette contribution place la région au deuxième rang au niveau national, avec une part de 13,4 % dans la richesse nationale de ce secteur. Les activités primaires (agriculture et pêche) représentent 10,6 % du PIB régional et 9,4 % du PIB national de ces secteurs, pour une valeur de 12,731 milliards de dirhams (HCP, 2020).

Dans le même contexte, La situation du marché de l'emploi dans la Région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima se distingue comme l'une des plus favorables au Maroc. En effet, en 2020, malgré les défis rencontrés, la région a maintenu des performances solides et s'est positionnée parmi les meilleures en termes de création d'emplois et de taux d'emploi.

En chiffres, La région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima a enregistré la création de 14 339 emplois, avec une augmentation de 14 859 emplois dans les zones urbaines et une diminution de 520 emplois dans les zones rurales. Le nombre de personnes âgées de 15 ans et plus occupées est passé de 1 165 449 en 2019 à 1 179 788 en 2020. Le taux d'emploi régional était de 41,7 %, réparti entre 38,3 % dans les zones urbaines et 47,7 % dans les zones rurales. Le

secteur des services représente 460 117 emplois, suivi de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche avec 415 285 emplois, de l'industrie avec 180 508 emplois, et de la construction et des travaux publics avec 123 878 emplois. En termes de répartition des types d'emploi, 55,8 % de la population active dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima est employée, avec le travail non rémunéré représentant 17,2 % de l'emploi total. En 2020, le nombre d'heures travaillées a diminué de 21,4 %, passant de 51 millions en 2019 à 42 millions, avec une perte de 187 500 emplois à temps plein. Le taux de chômage régional est de 10,4 %, inférieur au taux national de 11,9 %, de 14,1 % dans les zones urbaines et de 4,7 % dans les zones rurales (HCP, 2020).

4. L'impact des Projets de Développement sur l'Accélération de la Création des Centres Ruraux Émergents

Le Maroc a lancé plusieurs programmes de développement visant à promouvoir l'émergence de centres ruraux. Ces initiatives s'inscrivent dans une stratégie nationale visant à améliorer les conditions de vie en milieu rural et à stimuler le développement économique local. Parmi ces programmes, le Plan Maroc Vert (Akesbi, N. 2012), l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH) (Benkassmi, M. et al. 2017) et le Programme de Réduction des Disparités Territoriales et Sociales (PRDTS) (BOUINCHA, M. 2022) se distinguent par leur impact significatif sur les zones rurales.

Dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima, les investissements réalisés dans le cadre de ces programmes ont favorisé la création et le développement de centres ruraux émergents. Par exemple, le Plan Maroc Vert a permis d'introduire des technologies agricoles modernes et de diversifier les cultures, augmentant ainsi la productivité agricole et les revenus des agriculteurs locaux (Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts, 2021). Parallèlement, l'INDH et le PRDTS ont financé des projets d'infrastructure de base tels que l'accès à l'eau potable, l'électricité, les routes, et les équipements communautaires, améliorant ainsi la qualité de vie des habitants des zones rurales (Agence Nationale de Lutte contre l'Analphabétisme, 2023).

Ces efforts ont conduit à une accélération notable de la création de centres ruraux émergents, définis comme des pôles de développement local capables d'offrir des services de base et des opportunités économiques à la population rurale. Les investissements dans les infrastructures routières et hydrauliques, comme la construction de nouvelles routes et l'aménagement des bassins hydro-agricoles, ont facilité l'intégration des zones rurales dans l'économie régionale (Ministère de l'Intérieur, 2022). De plus, la promotion des produits du terroir et la

modernisation des circuits de distribution ont stimulé l'économie locale, créant de nouvelles opportunités d'emploi et de revenus.

Cependant, malgré les progrès réalisés, le programme des centres ruraux émergents reste relativement jeune et fait face à plusieurs défis. La durabilité et l'efficacité de ces initiatives dépendent de la continuité des efforts et des financements. Des investissements supplémentaires sont nécessaires pour maintenir et renforcer les infrastructures existantes, ainsi que pour répondre aux besoins croissants de la population rurale (Banque Mondiale, 2023). De plus, l'intégration effective des centres ruraux émergents dans le tissu économique national nécessite une coordination accrue entre les différents acteurs gouvernementaux, le secteur privé et les communautés locales.

Enfin, les projets de développement économique et les investissements infrastructurels dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma ont non seulement renforcé l'économie régionale, mais ont également accéléré la création et le développement de centres ruraux émergents. Ces centres jouent un rôle crucial dans la réduction des disparités rurales-urbaines et dans la promotion d'un développement territorial inclusif et durable. Cependant, pour maximiser l'impact de ces initiatives, des efforts soutenus et des financements supplémentaires sont indispensables. Le programme des centres ruraux émergents nécessite encore des ajustements et un soutien continu pour surmonter les défis actuels et atteindre pleinement ses objectifs.

5. Etude bibliométrique

Pour encadrer notre étude, nous avons réalisé une analyse bibliométrique en utilisant Scopus, reconnue comme l'une des bases de données les plus complètes et réputées pour les articles scientifiques à travers le monde. Cette approche nous permet d'obtenir une vision globale des tendances de notre sujet de recherche et d'appréhender les différents travaux déjà publiés dans ce domaine.

Ainsi, Cette méthode nous permettra d'identifier les thèmes récurrents, les auteurs les plus influents, et les revues les plus pertinentes dans le domaine de notre étude. En analysant les données bibliométriques, nous pourrons également repérer les lacunes dans la recherche actuelle et identifier de nouvelles opportunités pour contribuer de manière significative à notre domaine d'étude.

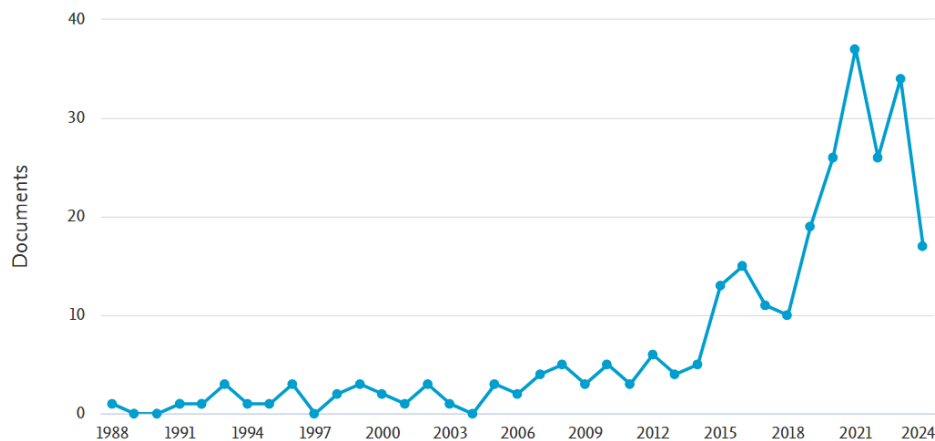
Dans ce sens, et puisque notre étude se focalise sur l'investissement et le développement économique dans le monde rural au Maroc, nous avons utilisé la requête suivante :

("Rural development" OR "Rural economy" OR "rural projects") AND "Morocco" AND (LIMIT TO (SUBJAREA , "SOC") OR LIMIT-TO (SUBJAREA , "ECON") OR

LIMIT TO (SUBJAREA, "BUSI") OR LIMIT-TO (SUBJAREA , "DECI")) AND (LIMIT TO (EXACTKEYWORD , "Morocco") OR LIMIT-TO (EXACTKEYWORD , "Rural Development") OR LIMIT-TO (EXACTKEYWORD , "Decision Making") OR LIMIT TO (EXACTKEYWORD , "Rural Economy"))

Comme résultat, 271 articles scientifiques ont été détectés. Le graphe dans la figure 2 montre le nombre d'articles par année. En analysant le graphique, nous observons une forte tendance surtout après l'année 2008, lorsque le gouvernement marocain a lancé la stratégie "Maroc Vert" visant à investir dans le secteur de l'agriculture au Maroc. Une autre augmentation notable se produit en 2015, lorsque le Maroc a lancé le Programme de lutte contre les disparités dans le milieu rural. Depuis cette année-là, le graphique montre un intérêt croissant des chercheurs pour le domaine de l'investissement et de l'économie dans le monde rural au Maroc.

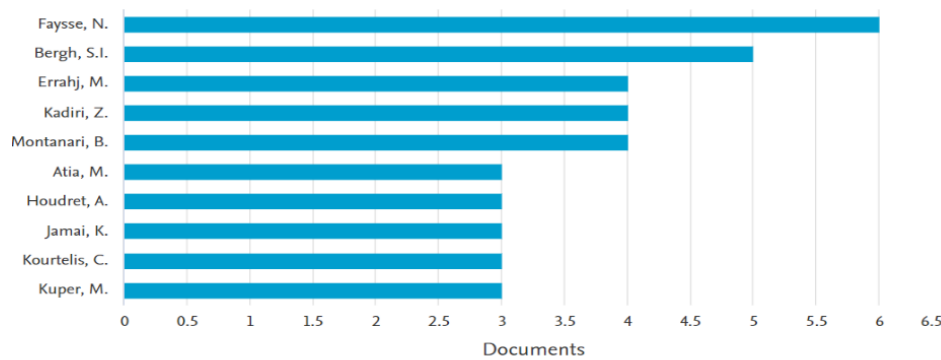
Figure N°2 : Publications par année



Source : Scopus

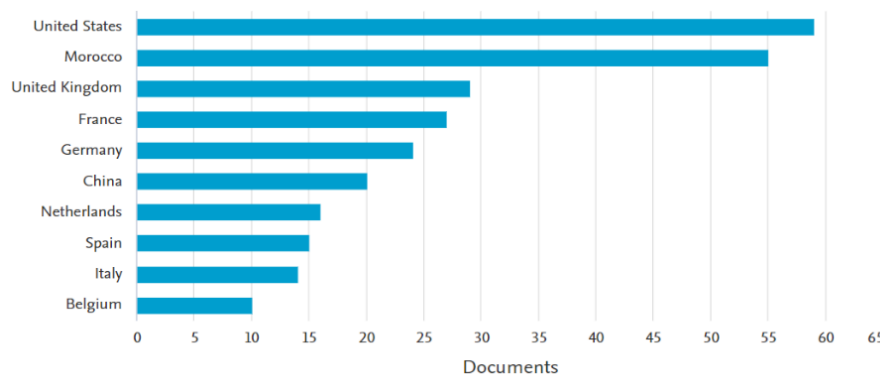
En analysant les documents publiés par les chercheurs (figure 3 et 4), il apparaît clairement que la majorité sont des chercheurs marocains travaillant dans le domaine économique. Cependant, il y a également des chercheurs d'autres pays qui mènent des recherches sur cette thématique au Maroc. Cela est probablement dû à des partenariats avec des chercheurs marocains.

Figure N°3 : Documents par chercheur



Source : Scopus

Figure N°4 : Documents par pays

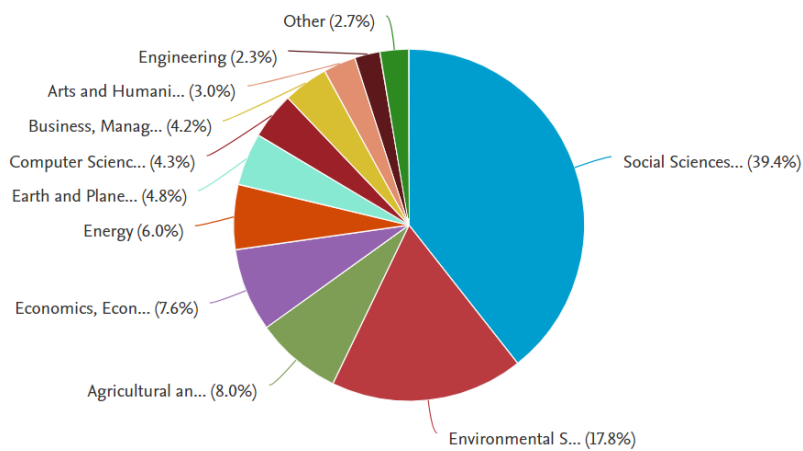


Source : Scopus

Les recherches sur le développement économique rural au Maroc couvrent un large éventail de domaines (figure 5), reflétant une approche interdisciplinaire essentielle pour comprendre et adresser les défis complexes auxquels sont confrontées les régions rurales. Les sciences sociales dominent avec plus de 39 % des documents, mettant l'accent sur les aspects socio-économiques et culturels tels que la migration et la qualité de vie.

Les études environnementales (17 %) se concentrent sur la durabilité et les réponses aux risques écologiques, tandis que l'économie et l'agriculture (7 %) explorent les stratégies d'optimisation des ressources et les initiatives telles que la stratégie "Maroc Vert". En parallèle, le business, l'ingénierie et l'informatique contribuent avec des solutions innovantes pour l'infrastructure et la gestion des données, soulignant l'importance d'une approche holistique pour un développement rural durable et inclusif.

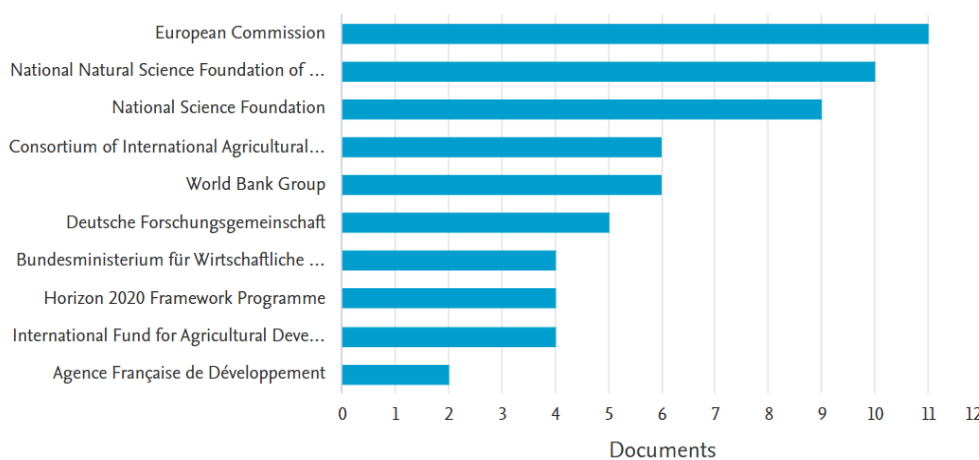
Figure N°5 : Documents par thématique de recherche



Source : Scopus

Le graphique dans la figure 6 illustre la répartition des documents par source d'investissement. Dans ce contexte, nous trouvons que l'union Européenne se distingue comme l'un des principaux contributeurs, soulignant l'importance des collaborations de recherche entre le Maroc et l'Europe, particulièrement dans les domaines agricole et économique. Le Groupe de la Banque Mondiale est également notable pour son soutien à ces initiatives. Parallèlement, divers instituts de recherche marocains jouent un rôle crucial dans l'investissement dans des projets de recherche dans ce domaine, reflétant un engagement significatif des acteurs internationaux et nationaux pour améliorer les conditions économiques et sociales des zones rurales marocaines.

Figure N°6 : Documents par source de financement



Source : Scopus

Comme résumé de notre étude bibliométrique, nous avons utilisé la base de données Scopus pour explorer la dynamique de recherche sur l'investissement et le développement économique dans le monde rural au Maroc. Notre requête a identifié 271 articles scientifiques, révélant une augmentation significative des publications après l'introduction de la stratégie "Maroc Vert" en 2008 et du Programme de lutte contre les disparités rurales en 2015. Cette croissance témoigne d'un intérêt accru des chercheurs pour ce domaine crucial du développement socio-économique au Maroc.

L'analyse des auteurs a montré une prédominance des chercheurs marocains, avec une participation internationale notable grâce à des collaborations stratégiques. Les thématiques de recherche couvrent un large éventail, allant des sciences sociales à l'environnement, en passant par l'économie et l'agriculture, ainsi que des contributions significatives du business, de l'ingénierie et de l'informatique. Cette approche multidisciplinaire est essentielle pour aborder les défis complexes rencontrés par les régions rurales, notamment la migration, la durabilité environnementale et l'optimisation des ressources.

Enfin, l'investissement dans ce domaine est largement soutenu par l'Union Européenne et le Groupe de la Banque Mondiale, en collaboration avec des instituts de recherche marocains, illustrant un engagement global pour améliorer les conditions de vie et stimuler le développement économique des zones rurales au Maroc.

Conclusion

La région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma a connu une transformation significative grâce à une série de projets de développement économique et rural au cours des dernières années. Ces initiatives ont été essentielles pour renforcer l'infrastructure régionale, stimuler l'économie locale, et améliorer les conditions de vie des populations rurales. Les investissements dans les infrastructures routières, les technologies agricoles modernes, et les centres ruraux émergents ont contribué à réduire les disparités territoriales et à promouvoir un développement inclusif. L'analyse économique et sociale montre une augmentation notable du PIB régional, une création d'emplois accrue, et une amélioration des indicateurs de développement humain. Cependant, ces progrès sont accompagnés de défis persistants tels que la durabilité des infrastructures, la gestion des ressources naturelles, et la résilience face aux changements climatiques. Pour maintenir cette dynamique positive, il est crucial de poursuivre les efforts en matière d'innovation technologique, d'éducation, et de formation professionnelle adaptées aux besoins locaux. Cette étude a permis de mettre en lumière les dynamiques de développement dans la région Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, en démontrant comment les

investissements dans les infrastructures et les technologies agricoles ont stimulé l'économie régionale et contribué à l'amélioration des conditions de vie.

Toutefois, certaines limites doivent être prises en compte. La portée de cette étude est restreinte par la disponibilité des données et la spécificité du contexte régional, ce qui peut limiter la généralisation des conclusions à d'autres régions du Maroc ou à des contextes similaires. De plus, l'impact à long terme des projets sur le développement durable et la résilience régionale face aux défis environnementaux reste à approfondir.

Les résultats obtenus soulèvent plusieurs questions pour de futures recherches. Comment les initiatives en cours peuvent-elles être optimisées pour renforcer encore plus la compétitivité économique de la région ? Quels mécanismes pourraient être mis en place pour assurer la durabilité des infrastructures et une gestion efficiente des ressources naturelles ? Ces questions nécessitent des études complémentaires pour explorer des solutions durables et innovantes. Pour aller de l'avant, il est essentiel de continuer à investir dans des technologies innovantes et des infrastructures durables. De plus, l'accent doit être mis sur l'éducation et la formation professionnelle pour aligner les compétences des populations locales avec les besoins du marché du travail en pleine évolution. Ces actions permettront de consolider les acquis, de relever les défis actuels, et de garantir un développement économique et social durable dans la région.

BIBLIOGRAPHIE

Bessaoud, O., Montaigne, E., (2009). Quelles réponses au mal-développement agricole. Options Méditerranéennes Sér. B Etudes Rech. 64, 51–91.

Bessaoud, O., Sadiddin, A., (2019). Développement rural et migrations: une dimension environnementale. Migr. Dév. Rural Inclusif En Méditerranée 103–126.

Buitrago, J.P.D., (2012). L'intégration économique internationale de la Colombie (1990-2010): une approche en termes d'économie politique internationale (PhD Thesis). Université de Grenoble.

Diallo, M.M., (2023). L'économie numérique à l'épreuve du territoire sénégalais: observation et analyse à partir de la ville de Dakar (PhD Thesis). Université Cheikh Anta DIOP de Dakar (Sénégal).

ELKHIDER, A., ALLOUSSI, R., (2024). L'impact de l'intelligence économique sur la compétitivité des entreprises. Altern. Manag. Econ. 6, 670–684.

Khaoula, Z.-D., ALOUANE, S., NEFZI, N., (2024). La valorisation durable des produits du terroir au Maroc: Une locomotive pour le développement économique et territorial. *Int. J. Account. Finance Audit. Manag. Econ.* 5, 276–290.

LA RÉDUCTION, F.D.R.P., (2023). ÉVALUATION DE LA PAUVRETÉ EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE 2023.

Séraphin, M.M., n.d. Perspectives pour une croissance soutenue.

ABOUS, A., AZEKKAR, Y., EL HACHLOUFI, M., & EL OUAFA, K. (2024). Regional and Territorial Investments in Morocco: Assessment and prospects for balanced development. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 5(4), 196-209.

AHOUI, K., & NAIT HADDOU, L. (2019). *Revue du Contrôle de la Comptabilité et de l'Audit* ISSN: 2550-469X Numéro 8: Mars2019 Hosting by COPERNICUS & CITEFACTOR L'entrepreneuriat innovant et le développement territorial: cas du secteur artisanal au Maroc. *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit*, 3(4), 864-883.

AMRANI, J. B., & HASSAN, T. E. (2023). La Qualité de l'Immatriculation Foncière, la Confiance des. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 64-84.

River, A. (2016). Evaluation et cartographie des taux d'érosion hydrique dans le bassin versant de l'Oued Arbaa Ayacha (Rif occidental, Nord Maroc). *Bulletin de l'Institut Scientifique, Rabat*, (38), 65-79.

BOUASRIA, B., & HASSANI, K. A. (2023). The economic inclusion of young people a major development. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 57-74.

EL BAKKARI, M., & ENNAMY, Z. (2021). La participation des acteurs locaux au développement des communes territoriales d'Oueltana amont, province d'AZILAL. *Revue Espace Géographique et Société Marocaine*(41).

HABCHI, S., & EL MOUDDEN, A. (2024). Les effets d' Investissement Directs Étranger (IDE) sur la Dynamique Entrepreneuriale et la Croissance Économique au Maroc : Etude et Analyse Empirique. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 5(4), 194 – 211.

HCP. (2020). Monographie de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceïmla.

Idrissi, J. B., Jibrail, Z., & Ladraa, S. (2021). Le secteur touristique à l'ère du COVID 19 : Étude d'impact sur la performance organisationnelle des établissements hôteliers au Maroc. *2(5)*, 511-524.

IRES. (2014). Industrialisation et compétitivité globale du Maroc .

JAFARI, M., & MOUJADDIDI, N. (2016). La régionalisation avancée au Maroc : Perspectives et défis. *Revue Organisation et Territoire*(2).

LAMSADDAR, A., & OUIA, A. (2023). Mutations des politiques industrielles : quel choix pour l'émergence d'une industrie compétitive au Maroc ? *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 254-269.

LEMGADAR, A., & LAKRARI, Y. (2023). The regional fact and the trend towards regionalization: What lessons for the Moroccan model? *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 4(2-1), 338-358.

Akesbi, N. (2012). Une nouvelle stratégie pour l'agriculture marocaine: Plan Maroc Vert. *New Medit: Mediterranean Journal of Economics, Agriculture and Environment= Revue Méditerranéenne d'Economie Agriculture et Environnement*, 11(2), 12.

Benkassmi, M., Abdelkhalek, T., & Ejjanoui, F. (2017). Evaluation de l'impact de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH) sur la pauvreté en milieu rural au Maroc, une étude en enquête panel de ménages. In *Economic Research Forum Working Papers* (No. 1087).

BOUINCHA, M. (2022). Les déterminants des inégalités sociales au Maroc. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 3(1-2), 379-396.

Agence Nationale de Lutte contre l'Analphabétisme. (2023). Rapport annuel.

Ministère de l'Intérieur. (2022). Initiatives et Projets.

Banque Mondiale. (2023). Développement rural au Maroc.